

ment, des prêts destinés aux améliorations agricoles et de ceux consentis par la Caisse de crédit agricole. Ils sont tous basés sur ce groupe donné d'obligations de l'État.

Comme je l'ai déjà dit, on a enregistré, depuis la fin janvier, une augmentation de $\frac{3}{4}$ p. 100, ce qui est considérable. La tendance est forte et je ne vois pas pourquoi on devrait la renverser. Nous avons tous appris, et c'est un indice inquiétant, qu'une des plus grosses banques des États-Unis ainsi que deux établissements bancaires de moindre importance, mais qui comptent parmi les plus actifs, ont haussé leurs taux d'escompte. Il faudra qu'une plus grande pression s'exerce avant que se dessine un mouvement ascendant des taux d'intérêts américains. Nous en subissons ensuite le contrecoup. Ce facteur exige malheureusement qu'on s'y arrête. J'avais espéré que le ministre nous aurait fait part de ses observations à ce propos en partant de la revue de la situation économique qu'il a faite l'autre soir, au lieu de jongler avec les indices des prix à la consommation.

Le ministre a jonglé avec les chiffres et le chômage. Le gouvernement joue avec les chiffres et les mots: désaisonnalisés, non désaisonnalisés, courbes fléchissantes, aberrations mensuelles. Tout cela ne signifie absolument rien. Cela signifie qu'il y a encore 600,000 personnes au pays qui cherchent un emploi rémunéré. C'est une proportion extrêmement élevée. Voyons dans quelle situation se trouvent ces personnes en chômage. En 1970, le chômage s'est maintenu aux niveaux les plus élevés par rapport à toute autre année de la décennie. Le gouvernement au pouvoir a combattu l'inflation de 1968-1969 et, de ce fait, a doublé le taux de chômage estimé tolérable par le Conseil économique du Canada dans une économie en plein essor.

La conséquence propre au chômage massif, c'est que diverses régions économiques sont indûment écrasées sous le fardeau du chômage. Les régions habituellement dénuées ont encore des taux de chômage qui doublent la moyenne nationale. Toutefois, une tendance plus sinistre se fait jour. Les provinces d'Ontario et de la Colombie-Britannique, longtemps les plus prospères et les plus riches du Canada, accusent maintenant des taux de chômage qu'elles n'avaient à peu près pas connus depuis la crise économique des années 30.

L'accroissement de la production nationale, corrigé des fluctuations de prix, a été de 3.3 p. 100 seulement en 1970. En décembre 1970, le ministre des Finances a exprimé l'espoir que l'emploi et la production s'amélioreraient sensiblement en 1971. Il a exprimé le même espoir vendredi. Les chiffres relatifs au premier trimestre de 1971 sont loin de justifier pareil optimisme. Un accroissement de seulement .6 p. 100 du produit national brut pour le premier trimestre de 1971 se compare assez mal à celui de 1.5 p. 100 pour le trimestre précédent; c'est d'ailleurs sur ce dernier chiffre de 1.5 p. 100 que le gouvernement fondait son optimisme. Comment le ministre peut-il justifier ses prévisions de vendredi, selon lesquelles le produit national brut augmentera de 9 p. 100 cette année? C'est absolument incroyable.

La production intérieure ne présente que très peu de signes de reprise. Ce matin, le député de Saint-Jean-Lancaster (M. Bell) nous a dit que les indices de la produc-

[L'hon. M. Lambert.]

tion industrielle avaient effectivement fléchi depuis la dernière statistique publiée. Si on exclut l'industrie de l'automobile du calcul global, le produit national réel a accusé une baisse au cours du premier trimestre de 1971. Le taux moyen de croissance de la production intérieure a été de 2.9 p. 100 en 1970, et ce chiffre est de beaucoup inférieur à ce qu'il devrait être si nous voulons maintenir notre position auprès de nos associés commerciaux.

Les secteurs forts de l'économie canadienne sont toujours ceux qui sont le plus directement touchés par les politiques du gouvernement. Celui du commerce extérieur connaît encore un excédent d'après les comptes courants. Cet excédent est dû en partie à un ralentissement de la hausse des prix, ce qui a favorisé certaines exportations, et en partie à une diminution du taux de croissance des importations provenant de la baisse des revenus canadiens. L'industrie du bâtiment a connu une certaine relance au cours du premier trimestre de 1971, mais il n'y a rien de surprenant à cela puisque cette industrie avait connu un marasme peu ordinaire au cours des 18 mois précédents. Ce n'est que le résultat d'une intervention directe du gouvernement.

En 1970, le taux du chômage a été plus élevé au Canada que dans tout autre pays du monde occidental. De plus, notre taux d'expansion s'est classé à l'avant-dernier rang. Le malaise économique actuellement ressenti au Canada est directement imputable aux politiques monétaire et fiscale du gouvernement, qui s'est radicalement trompé sur l'étendue du ralentissement que ces politiques ont entraîné en 1969. A cela s'ajoutent la lenteur de l'économie américaine, en dépit des mises en garde du Conseil économique du Canada et un blocage des réserves en devises étrangères, mis en œuvre par le gouvernement. Ces facteurs, plus le marasme de l'économie américaine que n'avait pas prévu le ministre des Finances (M. Benson), ont infirmé les politiques actuelles conçues pour un retour soutenu et vigoureux à un haut niveau d'emploi.

• (2.30 p.m.)

Les deux derniers exposés budgétaires montrent clairement que le ministre des Finances n'a pas compris la portée de la crise de 1969-1970 et ses répercussions sur un programme de reprise. Il avait pleinement l'intention d'atteler l'économie canadienne à une reprise économique aux États-Unis qui est prévue, mais pas encore réalisée. Cela n'a pas marché et par conséquent, les politiques qu'il préconise n'ont pas réussi.

Le gouvernement fédéral et lui seul, prétend connaître le meilleur moyen d'arracher l'économie au marasme. Le budget de décembre dernier l'illustre abondamment et en toute franchise nous voyons ici peu d'indications que le gouvernement ait décidé d'agir autrement. De ce fait, le gouvernement ne s'est pas efforcé de s'associer au secteur privé et aux autres paliers de gouvernement pour déclencher la reprise. Il n'y a pas eu de mouvement massif d'expansion pour remettre vraiment l'économie en marche. Le gouvernement s'est contenté d'augmenter ses propres dépenses en espérant que l'économie des États-Unis de même que la présumée vitalité de base de l'économie canadienne permettraient le retour au plein emploi.